

**ADMINISTRATION COMMUNALE
DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT**

**GEMEENTEBESTUUR VAN
SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE**

**Séance du Conseil communal du 01/07/2008.
Zitting van de Gemeenteraad van 01/07/2008.**

1. Magasins de nuit et bureaux privés de télécommunications - Règlement – Instauration – Approbation.
Nachtwinkels en privaat bureaus voor telecommunicatie - Reglement – Invoering – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu l'article 135§2 de la nouvelle loi communale en vertu duquel les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Vu l'article 18 §1, 2 et 3 de la loi du 10/11/2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce l'artisanat et les services octroyant la faculté aux communes d'établir un règlement communal qui régule l'implantation des magasins de nuit et les bureaux privés de télécommunication et soumet l'ouverture de tels commerces à l'autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu la nécessité d'un tel règlement compte tenu des nuisances sonores, troubles de l'ordre public, atteintes au calme et à la sécurité que ce type de commerce peut engendrer ;

Considérant qu'en effet, la consommation excessive d'alcool, les allées et venues de véhicules motorisés et le stationnement sauvage pendant la nuit liés à ce type d'établissement peuvent troubler la sécurité et le calme des citoyens ainsi que l'usage normal de la voirie;

Qu'en conséquence, les établissements visés ne peuvent être autorisés dans les quartiers spécifiquement résidentiels afin d'en préserver le calme ;

Qu'en outre, une trop grande concentration de ces commerces est susceptible d'affecter également la viabilité commerciale ainsi que la bonne mixité du commerce ;

Sans préjudice de l'application des règlements-taxes relatifs aux night shops ou aux phone shops adoptés par décisions du Conseil communal en date des 15/12/2005 et 28/01/2008, lesquels restent d'application intégralement et sans restriction;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 18 voix pour et 5 abstentions (Mmes CARON, BETTE, LIPPENS, MM. ECTOR, DE PLAEN) d'approuver le règlement ci-dessous :

Chapitre I : Disposition générale

Article 1 :

Les dispositions du présent règlement sont applicables aux bureaux privés pour les télécommunications et aux magasins de nuit tels que définis à l'article 2, 8° et 9° de la loi du 10/11/2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services ;

Chapitre II : Conditions d'exploitation

Article 2 : Heures de fermeture obligatoires :

Dans les magasins de nuit, par dérogation à l'article 6, c), de la loi du 10/11/2006, l'accès au consommateur est interdit avant 18 h. et après 01h., sauf les jours fériés, les samedis matin et les dimanches matin où l'heure de fermeture est fixée à 3h.

Article 3 :

Dans les bureaux privés pour les télécommunications, par dérogation à l'article 6, d) de la loi du 10/11/2006, l'accès au consommateur est interdit avant 08h et après 22h;

Article 4 : Des incompatibilités

Un établissement ne peut exercer à la fois des activités d'un magasin de nuit et d'un bureau privé pour les télécommunications ;

Article 5 : De l'entretien du domaine public

A la fermeture quotidienne de son établissement, l'exploitant d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications est tenu d'éliminer les souillures présentes sur l'entièreté de la portion de trottoir d'accotement et de rigole se trouvant en regard de son établissement. Il procédera à un nettoyage à grande eau au moins une fois par semaine, sauf en cas d'interdiction énoncée par les autorités en la matière à la suite d'une pénurie d'eau ou en période de gel ;

Article 6. Des vitrines

Les vitrines extérieures des magasins de nuit ou des bureaux privés pour télécommunications doivent être maintenues constamment en bon état . Elles ne pourront en aucun cas être remplacées par des panneaux en bois ou tout autre matériau.

Les vitrines extérieures de bureaux privés pour télécommunications et de magasins de nuit ne peuvent être occultées sur plus de 20% de leur surface ;

Aucune cabine ne peut être établie en vitrine pour les bureaux privés pour les télécommunications ;

Chapitre III : Autorisation préalable

Article 7 : Tout projet d'exploitation d'un bureau privé pour les télécommunications ou d'un magasin de nuit tels que définis à l'article 2, 8° et 9° de la loi du 10/11/2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, est soumise à l'autorisation préalable du Collège des bourgmestre et échevins;

Article 8 : Le Collège des bourgmestre et échevins peut refuser l'autorisation préalable d'ouverture d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications pour des raisons fondées sur des critères objectifs comme la localisation spatiale de l'unité d'établissement ainsi que le maintien de l'ordre public, de la sécurité et du calme ;

Article 9 : Localisation spatiale

Aucune autorisation préalable d'exploiter un nouveau magasin de nuit ou un bureau privé pour les télécommunications ne sera délivrée si l'unité d'établissement projetée est située dans une zone d'habitation à prédominance résidentielle telle que définie par le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS);

Article 10 : Critères d'implantation

L'implantation d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications doit se faire dans le respect des critères suivants :

- deux établissements de même catégorie doivent se trouver distants d'au moins 400 mètres l'un de l'autre ;
- l'établissement doit se trouver à plus de 100 mètres d'un établissement hospitalier, d'une maison de repos ou de retraite ;

Les distances dont question ci-avant sont calculées sur base d'un rayon tracé tout autour de l'établissement ;

Article 11 : Ordre Public, sécurité et calme :

Indépendamment de la localisation spatiale du magasin de nuit ou du bureau privé pour les télécommunications, le Collège des Bourgmestre et Echevins, aura toujours la possibilité de refuser d'accorder une autorisation préalable sur la base notamment des avis des services de la Police en cas de risque de perturbation de l'ordre public, de la sécurité et de la tranquillité;

Article 12 : Procédure et recevabilité de la demande d'autorisation

12.1. Toute personne projetant d'exploiter un magasin de nuit ou un bureau privé pour les télécommunications est tenue de remettre à l'administration communale les documents suivants :

- une copie de la carte d'identité de l'exploitant/ du gérant/ de l'administrateur ainsi que son numéro de téléphone ;
- la superficie nette de l'unité d'établissement ;
- la description du type d'établissement projeté et la description des ses activités;
- les statuts de la société tels que publiés au Moniteur Belge,
- une attestation de conformité au Règlement général des Installations électriques délivré par un organisme agréé par le SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie ;
- un numéro d'entreprise délivré par un guichet d'entreprises ou une copie du registre de commerce ;
- un numéro de TVA ;
- une copie des statuts de la société avec cachet du greffe du tribunal de commerce ;
- le cas échéant, une copie de la demande d'autorisation de fabrication ou de mise dans le commerce de denrées alimentaires auprès de l'AFSCA
- une copie de l'assurance incendie en cours de validité et preuve du paiement des primes ;
- une copie de la licence de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (pour les bureaux privés de télécommunication seulement) ;
- une attestation par laquelle le demandeur confirme avoir pris connaissance du présent règlement.

12.2. L'Administration accusera réception du dossier et signalera au demandeur si son dossier est complet;

12.3. A défaut de dossier complet, la demande d'autorisation du projet d'exploitation sera déclarée irrecevable ;

12.4. Toute exploitation effective effectuée en violation des dispositions du présent chapitre sera passible des sanctions prévues à l'article 19 du présent règlement.

Chapitre IV : De la cession de l'établissement

Article 13 :

L'autorisation préalable accordée à un exploitant ne vaut que pour le titulaire auquel elle a été délivrée et n'est en aucun cas cessible ;

Article 14 :

Les cessionnaires de magasins de nuit et bureaux privés de télécommunications existants avant l'entrée en vigueur de la loi ou préalablement autorisés sont tenus d'obtenir du Collège des bourgmestre et échevins une nouvelle autorisation préalable sur leur projet d'exploitation, et ce, après avoir respecté la procédure décrite à l'article 12 du chapitre III avant toute exploitation effective.

Ils sont tenus d'adresser par pli recommandé au Collège des bourgmestre et échevins une déclaration de reprise de commerce avant toute exploitation.

Chapitre V : Dispositions applicables aux établissements existant avant l'entrée en vigueur de la loi du 10/11/2006.

Article 15 :

Les exploitants des magasins de nuit et des bureaux privés pour les télécommunications existant avant l'entrée en vigueur de la loi du 10/11/2006 disposent d'un délai de 3 mois à dater l'entrée en vigueur du présent règlement (soit dans les cinq jours de sa publication) pour veiller à ce que la poursuite de leurs activités se fasse dans le respect de toutes les dispositions du présent règlement, à l'exception de l'obligation de demander une autorisation préalable. A défaut, l'article 19 du présent règlement s'appliquera.

Article 16 :

A cette fin et endéans le délai de 3 mois visé à l'article 15, les documents décrits ci-dessous devront être communiqués au service des classes moyennes par courrier recommandé :

- une copie de la carte d'identité de l'exploitant/ du gérant/ de l'administrateur ainsi que son numéro de téléphone ;
- la superficie nette de l'unité d'établissement ;
- la description du type d'établissement projeté et la description des ses activités;
- les statuts de la société tels que publiés au Moniteur Belge,
- une attestation de conformité au Règlement général des Installations électriques délivré par un organisme agréé par le SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie ;
- un numéro d'entreprise délivré par un guichet d'entreprises ou une copie du registre de commerce ;
- un numéro de TVA ;
- une copie des statuts de la société avec cachet du greffe du tribunal de commerce ;
- le cas échéant, une copie de la demande d'autorisation de fabrication ou de mise dans le commerce de denrées alimentaires auprès de l'AFSCA
- une copie de l'assurance incendie en cours de validité et preuve du paiement des primes ;
- une copie de la licence de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (pour les bureaux privés de télécommunication seulement) ;
- une attestation par laquelle l'exploitant confirme avoir pris connaissance du présent règlement.

Chapitre VI : Du respect des autres législations:**Article 17 :**

L'observation des dispositions du présent règlement ne dispense pas de se conformer aux autres règlements en la matière, notamment :

- les lois coordonnées du 03/04/1953 concernant les débits de boissons fermentées et leurs arrêtés d'exécution ;
- la loi du 28/12/1983 sur la patente pour le débit de boissons spiritueuse et ses arrêtés d'exécution ;
- la loi du 30/07/1979 relative à la prévention d'incendie et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances et ses arrêtés d'exécution ;
- la loi du 10/11/2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services ;
- le plan d'affectation du sol;
- le code bruxellois de l'aménagement du territoire du 09/04/2004 ;
- les règlements régionaux et communaux d'urbanisme en vigueur ;
- l'arrêté du 12/12/2003 déterminant les changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme et ses modifications ultérieures ;
- des règlements-taxes communaux.

Chapitre VII : Du non respect des dispositions du règlement**Article 18 :**

Le bourgmestre peut ordonner la fermeture des magasins de nuit et des bureaux privés pour les télécommunications exploités en contravention avec le règlement communal ou la décision du collège des bourgmestre et échevins accordant l'autorisation préalable d'ouverture ;

Article 19 :

Les infractions aux articles du présent règlement où à l'autorisation préalable délivrée par le Collège des bourgmestre et échevins feront l'objet d'un constat et d'une mise en demeure adressée à l'exploitant reprenant les dispositions enfreintes et le délai dans lequel il doit y être mis fin. A défaut, et proportionnellement à la gravité des faits, le bourgmestre peut ordonner des mesures de police telles qu'une décision de fermeture temporaire ou définitive et ce après audition de l'exploitant.

La présente délibération sera transmise pour approbation à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

Mw. BROCHE stelt voor om de tekst als volgt aan te amenderen. Het volgende wordt geschrapt in de tweede alinea van artikel 10 : de woorden "een schoolinstelling" en ook het laatste deel van de zin, beginnende vanaf "een herberg...".

Dit amendement wordt gestemd en is unaniem aanvaard.

De Hr. DE PLAEN stelt voor om de tekst te amenderen om het openingsuur alle dagen tot 01 uur te beperken.

Ter stemming gebracht wordt het amendement verworpen met 17 stemmen tegen (de Hr. MAINGAIN, Mw. LOUIS, de Hr. FRANKIGNOUL, Mw. HASQUIN, de HH. VELDEKENS, BOTT, DESIR, Mw. CARON, de Hr. VANDERWAEREN, Mw. DESTRÉE-LAURENT, de Hr. LIENART, Mwen HENRY, LIPPENS, de Hr. DEREPEPE, Mwen TSHOMBE, VERHAEGHE, BROCHÉ), 5 voor (Mwen BETTE, ARNOULD, COPPIN, ECTOR, de Hr. DE PLAEN) en 1 onthouding (de Hr. de MAERE d'AERTRYCKE).

DE RAAD,

Gelet op artikel 135§2 van de nieuwe gemeentewet krachtens dewelke de gemeenten de opdracht hebben om de inwoners te laten genieten van een goed beleid, namelijk betreffende netheid, hygiëne en rust in de straten, openbare plaatsen en gebouwen;

Gelet op de artikels 18 §1, 2 en 3 van de wet van 10/11/2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, die aan de gemeenten de bevoegdheid geeft om een gemeentereglement op te stellen dat de inplanting van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie regelt en dat de opening van zulke handelszaken aan de voorafgaande toelating van het College van Burgemeester en Schepenen onderwerpt;

Gelet op de noodzaak van zo'n reglement, rekening houdend met de geluidsoverlast, de verstoring van de openbare orde, van de rust en de veiligheid dat dit soort van handelszaken kan veroorzaken;

Gelet op het feit dat het daadwerkelijke overmatige alcoholverbruik, het komen en gaan van motorvoertuigen en het wildparkeren tijdens de nacht die samengaan met dit soort van uitbatingen, de rust en de veiligheid van de burgers en het normale gebruik van de weg in het gedrang kunnen brengen;

Daarom en om er de rust te bewaren kunnen de genoemde zaken niet toegelaten worden in typische woonwijken;

Bovendien zorgt een te grote concentratie van dit soort van zaken wellicht voor een aantasting van de economische leefbaarheid en is het wellicht niet bevorderlijk voor een goede verhouding tussen het soorten handelszaken;

Dit doet geen afbreuk aan de toepassing van de taksreglementen betreffende de night shops en de phone shops die de Gemeenteraad op 15/12/2005 en 28/01/2008 heeft goedgekeurd. Deze blijven volledig en zonder beperkingen van kracht.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

BESLIST:

Hoofdstuk I : Algemene schikkingen

Artikel 1:

De schikkingen van het voorliggende reglement zijn van toepassing op de private bureaus voor telecommunicatie en op de nachtwinkels, zoals bepaald in het artikel 2, 8° en 9° van de wet van 10/11/2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening;

Hoofdstuk II : Uitbatingsvoorwaarden

Artikel 2: Verplichte sluitingsuren:

In afwijking van artikel 6, c) van de wet van 10/11/2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, wordt de toegang van de consument tot nachtwinkels verboden voor 18u en na 01u, behalve op feestdagen, zaterdag- en zondagochtenden waarop het sluitingsuur op 3u is vastgelegd,

Artikel 3:

In afwijking van artikel 6, c) van de wet van 10/11/2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, wordt de toegang van de consument tot private bureaus voor telecommunicatie verboden voor 08u en na 22u;

Artikel 4: Onverenigbaarheden

Een zaak mag niet tegelijkertijd activiteiten als nachtwinkel en als privaat bureau voor telecommunicatie uitoefenen;

Artikel 5: Onderhoud van het openbaar domein

De uitbater van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie moet elke dag, na het sluiten van zijn zaak, alle verontreinigingen van het voetpad en de goot, die zich voor zijn zaak bevinden, verwijderen. Hij moet op zijn minst een maal per week met water wassen, behalve als de bevoegde overheden dat verbieden omwille van een watertekort of een vorstperiode;

Artikel 6: De winkelramen

De uitstalramen van nachtwinkels of van private bureaus voor telecommunicatie moeten altijd goed onderhouden worden. Ze mogen in geen enkel geval vervangen worden door houten panelen of eender welk ander materiaal.

Van de uitstalramen van nachtwinkels of van private bureaus voor telecommunicatie mag niet meer dan 20% van de oppervlakte bedekt worden;

Private bureaus voor telecommunicatie mogen geen cabines tegen de uitstalramen plaatsen;

Hoofdstuk III : Voorafgaande vergunning

Artikel 7: De exploitatie van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie, zoals bepaald in de artikels 18 §1, 2 en 3 van de wet van 10/11/2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, is onderworpen aan een voorafgaande vergunning verleend door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 8: Het college van burgemeester en schepenen kan de vergunning voor de exploitatie van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie weigeren op grond van de ruimtelijke ligging van de handelszaak of van de handhaving van de openbare orde, veiligheid en rust.

Artikel 9: Ruimtelijke inplanting:

Er wordt geen vergunning voor de exploitatie van een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie verleend indien de handelszaak zich in een woongebied met residentieel karakter bevindt zoals bepaald in het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP);

Artikel 10: Inplantingscriteria

De inplanting van een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie moet de volgende criteria respecteren:

- Twee zaken uit de zelfde categorie moeten zich op ten minste 400 meter afstand van elkaar bevinden;
- De zaak moet zich op ten minste 100 meter bevinden van een ziekenhuis of een rusthuis;

De afstanden die hierboven vermeld worden, worden berekend op basis van de straal rond de zaak;

Artikel 11: Openbare orde, veiligheid en rust:

Los van de ruimtelijke inplanting van de nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie heeft het College van Burgemeester en Schepenen altijd de mogelijkheid om een voorafgaande vergunning te weigeren op basis van het advies van de Politiediensten als er het risico bestaat dat de openbare orde verstoord zou worden of de veiligheid en de rust verstoord zouden worden;

Artikel 12: Procedure en ontvankelijkheid van de vergunningsaanvraag

12.1. . Eenieder die een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie wenst uit te baten, moet de volgende documenten overhandigen aan het gemeentebestuur:

- een kopie van de identiteitskaart en het telefoonnummer van de uitbater/gerant/bestuurder en diens telefoonnummer;
- de netto-oppervlakte van de zaak;
- de vermelding van de aard van de voorziene handelszaak en een beschrijving van haar activiteiten;
- de statuten van de onderneming zoals ze in het Staatsblad zijn verschenen;
- een attest van overeenstemming met het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties, uitgereikt door een instelling die wordt erkend door de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie.
- een ondernemingsnummer afgeleverd door een ondernemingsloket of een kopie van het handelsregister;
- een BTW-nummer;
- een kopie van de statuten van de handelszaak met de stempel van de griffie van de rechtbank van koophandel;
- in voorkomend geval, een kopie van de aanvraag tot vergunning voor de vervaardiging of voor het in de handel brengen van voedingsmiddelen bij het FAVV.
- Een kopie van een geldige brandverzekering en een bewijs dat de premies betaald werden;
- Een kopie van de licentie van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (enkel voor de private bureaus voor telecommunicatie);
- Een verklaring waarin de uitbater bevestigt dat hij kennis heeft genomen van het voorliggende reglement.

12.2. De Administratie zal een ontvangstbewijs van het dossier bezorgen en zal een de aanvrager laten weten of zijn dossier al dan niet volledig is;

12.3. Als het dossier niet volledig is zal de aanvraag voor een uitbatingsvergunning onontvankelijk verklaard worden;

12.4. Elke effectieve uitbating die een inbreuk pleegt op de voorschriften van voorliggend hoofdstuk zal met de sancties voorzien in artikel 19 van dit reglement kunnen bestraft worden.

Hoofdstuk IV : Stopzetten van de onderneming

Artikel 13:

De voorafgaande vergunning die aan een uitbater toegekend wordt, is enkel geldig voor de persoon op wiens naam ze werd toegekend en is in geen enkel geval overdraagbaar;

Artikel 14:

De overnemers van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie dat al bestond voordat de wet in werking trad, of die voorafgaand werden toegelaten, zijn verplicht om een nieuwe voorafgaande vergunning van het College van Burgemeester en Schepenen voor hun uitbating te verkrijgen. Daarbij moet de procedure, die in artikel 12 van Hoofdstuk III beschreven staat, voor het aanvatten van een daadwerkelijke uitbating gerespecteerd worden.

Ze zijn verplicht om het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekende brief een verklaring te bezorgen dat ze de zaak overnemen vooraleer ze de zaak beginnen uit te baten.

Hoofdstuk V : Schikkingen toepasbaar zijn op zaken die voor het inwerking treden van de wet van 10/11/2006 al bestonden.

Artikel 15:

De uitbaters van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie dat reeds bestond vooraleer de wet van 10/11/2006 van kracht werd, beschikken over een periode van 3 maanden die ingaat op het ogenblik dat voorliggend van kracht wordt (namelijk binnen vijf dagen na publicatie) om er voor te zorgen dat ze bij het verderzetten van hun activiteiten alle bepaling uit voorliggend reglement, behalve de verplichting om een voorafgaande vergunning aan te vragen, naleven. Indien ze dit niet doen is artikel 19 van dit reglement van toepassing.

Artikel 16:

Daarom moeten binnen de termijn van drie maanden zoals bedoeld in artikel 15 de hieronder beschreven documenten per aangetekende brief aan de dienst middenstand bezorgd worden:

- een kopie van de identiteitskaart en het telefoonnummer van de uitbater/gerant/bestuurder en diens telefoonnummer;
- de netto-oppervlakte van de zaak;
- de vermelding van de aard van de voorziene handelszaak en een beschrijving van haar activiteiten;
- de statuten van de onderneming zoals ze in het Staatsblad zijn verschenen;
- een attest van overeenstemming met het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties, uitgereikt door een instelling die wordt erkend door de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie.
- een ondernemingsnummer afgeleverd door een ondernemingsloket of een kopie van het handelsregister;
- een BTW-nummer;
- een kopie van de statuten van de handelszaak met de stempel van de griffie van de rechtbank van koophandel;
- in voorkomend geval, een kopie van de aanvraag tot vergunning voor de vervaardiging of voor het in de handel brengen van voedingsmiddelen bij het FAVV.
- Een kopie van een geldige brandverzekering en een bewijs dat de premies betaald werden;
- Een kopie van de licentie van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (enkel voor de private bureaus voor telecommunicatie);
- Een verklaring waarin de uitbater bevestigt dat hij kennis heeft genomen van het voorliggende reglement.

Hoofdstuk VI : Respecteren van andere wetten:

Artikel 17:

Het naleven van de bepalingen in het voorliggende reglement houdt niet in dat andere reglementen niet moet nageleefd worden, namelijk:

- de op 03/04/1953 gecoördineerde wetten inzake de slijterijen van gegiste dranken en de bijhorende uitvoeringsbesluiten;
- de wet van 28/12/1983 inzake betreffende de vergunning voor het verstrekken van sterke drank en de bijhorende uitvoeringsbesluiten;
- de wet van 30/07/1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen;
- de wet van 10/11/2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening;
- het bodembestemmingsplan;
- het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening van 09/04/2004 ;
- de van kracht zijnde gemeentelijke en gewestelijke stedenbouwkundige reglementen;
- het besluit van 12/12/2002 betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik, alsook de latere wijzigingen ervan;
- de gemeentelijke taksreglementen.

Hoofdstuk VII : Het niet naleven van de bepalingen van dit reglementArtikel 18:

De burgemeester kan de sluiting van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie bevelen als deze het gemeentereglement overtreedt of als deze de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betreffende de voorafgaande toelating om te openen niet naleeft;

Artikel 19:

Inbreuken op het voorliggende reglement of op de door het College van burgemeester en schepenen afgeleverde vergunning zullen vastgesteld worden en er zal naar de uitbater een ingebrekestelling opgestuurd worden met daarin de overtredingen en de termijn waarin deze moeten rechtgezet worden. Indien dit niet gebeurt kan de burgemeester, evenredig met de ernst van de feiten en na de uitbater gehoord te hebben, een politieverordening uitvaardigen, zoals een beslissing om tijdelijk of definitief te sluiten.

Deze beslissing zal, ter beschikking, aan de Hr. Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gezonden worden.
(01.07.2008/A/1.)

-